

**CONCOURS EXTERNE DE SECRETAIRE ADMINISTRATIF  
DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR DE 2<sup>ème</sup> GRADE OU DE CLASSE SUPERIEURE  
SESSION 2013**

\*\*\*\*\*

**EPREUVE D'ADMISSIBILITE N°2**

**QUESTIONS SUR OPTION**

Durée : 3 heures - Coefficient : 2

\*\*\*\*\*

- L'USAGE DE TOUT DICTIONNAIRE, DE TOUT OUVRAGE ET DE TOUT DOCUMENT EST INTERDIT.
- L'USAGE DE LA CALCULATRICE EST AUTORISE.

Ce sujet comporte 17 pages numérotées de 1 sur 17 à 17 sur 17.

**IMPORTANT**

1 - Assurez-vous que cet exemplaire est complet. S'il est incomplet, demandez en un autre aux surveillants.

2 - Il vous est rappelé que votre identité ne doit figurer que dans la partie supérieure de la bande en-tête de la copie ou des copies mise(s) à votre disposition. Toute mention d'identité portée sur toute autre partie de la copie ou des copies que vous remettrez en fin d'épreuve (2<sup>ème</sup> partie de la bande en-tête, dans le texte du devoir, en fin de copie, sur les feuilles intercalaires) entraînera l'annulation de votre épreuve.

3 - **SOUS PEINE D'ANNULATION DE VOTRE COPIE, VOUS DEVEZ IMPERATIVEMENT COMPOSER AU TITRE DE L'OPTION QUE VOUS AVEZ CHOISIE LORS DE VOTRE INSCRIPTION AU CONCOURS.**

4 - Les candidats ayant choisi l'option « comptabilité et finances » agrafferont au milieu du bord d'une copie vierge la feuille du sujet numérotée 9 sur 17 sur laquelle ils auront composé et ce, en prenant la PRECAUTION DE LA PLACER EN-DESSOUS DES POINTILLES DE LA BANDE EN-TETE et SANS INDIQUER SUR CETTE FEUILLE NI NOM, NI PRENOM, NI NUMERO DE CANDIDAT.

En outre, si vous souhaitez formuler des hypothèses, vous devrez les exprimer de manière explicite.

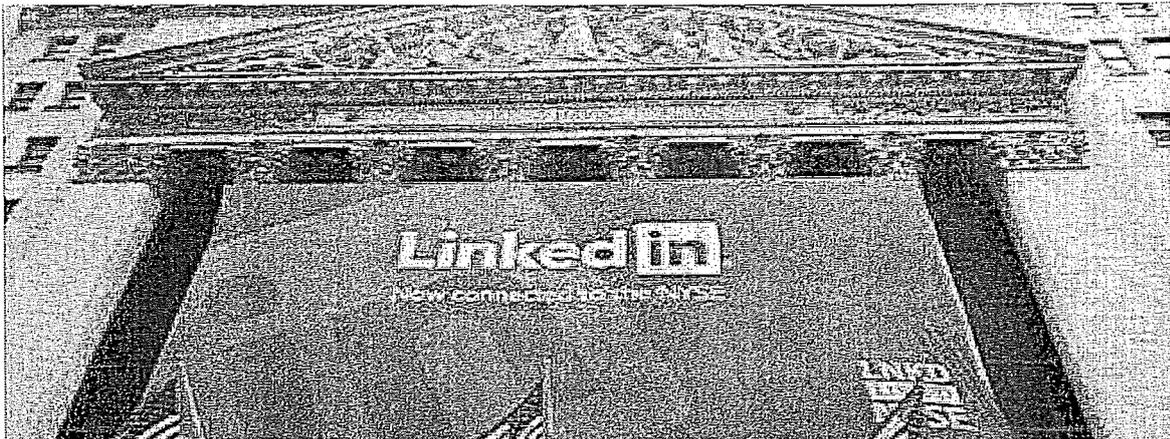
# GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES ORGANISATIONS

## EXERCICE 1 - LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

1. Quelle est l'utilité du recrutement ? Quels sont les outils administratifs qui permettent à l'entreprise d'analyser les besoins pour un poste ? Les définir.
2. Quels sont les critères et les moyens à la disposition de l'entreprise pour informer de sa recherche de candidats ?
3. Quels sont les réseaux sociaux utilisés par les recruteurs ? Sont-ils utilisés indifféremment ? (voir annexe ci-dessous)

### Annexe

Pour trouver un emploi, plutôt Viadeo ou LinkedIn?



Copyright Reuters [inShare384](#)  
Jean-Christophe Chanut | 17/09/2012, 15:08

Une étude réalisée par la société Adecco montre que l'utilisation des réseaux sociaux est en passe de devenir un élément non négligeable dans le cadre d'une stratégie de recherche d'emploi. Surtout pour les cadres. Viadeo et LinkedIn sont les principaux réseaux utilisés.

L'idée est originale et intéressante. Réalisée en juin 2012 auprès d'un échantillon de 5.317 personnes en poste ou à la recherche d'un emploi, une étude commandée par le groupe d'emploi Adecco révèle que, malgré l'essor rapide des réseaux sociaux, il existe encore une réticence et des disparités fortes face à leur utilisation dans le cadre d'une recherche d'emploi.

#### **Les recruteurs, davantage sur Viadeo que LinkedIn**

Dis-moi quel réseau social tu utilises, je te dirai qui tu es... Abstraction faite des réseaux sociaux dits "grand public" (Twitter, **Facebook**...) peu utilisés dans le cadre d'une recherche d'emploi, une distinction est faite entre les deux principaux réseaux sociaux professionnels, Viadeo et LinkedIn. Viadeo est davantage utilisé dans le cadre d'une démarche active de recherche d'emploi. LinkedIn est en revanche plutôt

utilisé comme un outil de gestion de carrière qui aide à travailler son réseau. Une utilisation confortée par le fait que 79 % des personnes contactées par un recruteur par le biais d'un réseau social l'ont été via Viadeo et 43 % par LinkedIn (contre seulement 3 % via Facebook et 1 % via Twitter).

### Les cadres, premiers utilisateurs d'un réseau social pour trouver un emploi

Sans surprise, en termes de catégorie professionnelle, les cadres sont les principaux utilisateurs des réseaux sociaux professionnels (46 %) devant les professions intermédiaires (24 %), les employés (17 %) et les ouvriers (7 %). Et à l'intérieur de la population cadre, ce sont ceux évoluant dans les secteurs de la finance, de l'informatique, de l'ingénierie de la vente et du marketing qui ont le plus facilement recours à l'utilisation des réseaux sociaux professionnels dans le cadre d'une recherche d'emploi.

Une fois le candidat « approché », les réseaux sociaux se révèlent particulièrement efficaces avec un taux de transformation poste pourvu / offre d'emploi qui s'élève à 58 % tous profils confondus. Ce taux monte à près de 90 % pour les candidats dans la finance, l'ingénierie ou l'informatique et entre 75 % et 67 % pour les profils administratifs et commerciaux. En revanche, ce taux n'est que de 25 % dans les métiers de la production et même quasi nul pour les profils du transport, de la logistique et du BTP.

## EXERCICE 2 - LA FORMATION DES SALARIES

1. Quels sont les types de formation accessibles au salarié ?
2. Qu'appelle-t-on un plan de formation ?
3. L'indemnisation pour une formation.

Eu égard aux éléments fournis ci-dessous, vous calculerez le montant des indemnités à prévoir pour la formation des cinq salariés.

La formation de deux jours se déroule à Lyon. Les salariés de l'agglomération (à moins de 20 km) ne bénéficieront pas d'indemnités kilométriques. Les salariés résidant à plus de 40 km seront hébergés (dîner + nuit + petit-déjeuner).

Domicile	Distance à parcourir	Puissance des véhicules		Indemnités kilométriques en euros		
				3 CV	4 CV	5 CV
Villeurbanne	8 km	Mme Martin		0,376	0,453	0,498
		3 CV				
Villefranche-sur-Saône	45 km	M. Fontaine	M. Dupont	Hôtel Adriana		
		4 CV	5 CV			
Genay	25 km	Mme Moine	M. Mercier	Chambre	80 euros	
		5 CV	3 CV	Petit-déjeuner	8 euros	
				Dîner	20 euros	

Les déjeuners seront pris au restaurant de l'entreprise, leur coût sera de 10 euros par personne et par repas.

Les résultats seront présentés sous forme de tableau.

### EXERCICE 3 - DUREE DU TRAVAIL ET DROIT AUX CONGES

1. Définir la notion de durée légale du travail. Que signifie l'annualisation du temps de travail ? Comment sont rémunérées les heures supplémentaires ?
2. Citer au moins trois types de congés. Quel est le régime légal des congés payés ?

# COMPTABILITE ET FINANCES

**Chaque exercice peut se traiter de manière indépendante.**

## EXERCICE 1

L'entreprise InfoPlus vend du matériel informatique (ordinateurs, imprimantes...) et un service d'hébergement de site Internet.

Son activité est principalement commerciale mais elle réalise quelques activités accessoires de prestations de services (hébergement, installation).

Pour son activité de prestations de services, elle n'a pas opté pour les débits pour le moment. L'ensemble de ses activités est soumis au taux normal de TVA.

\* L'entreprise InfoPlus utilise les journaux suivants :

- HA : journal des achats et des frais généraux,
- VT : journal des ventes,
- OD : journal des opérations diverses (ex : acquisition d'immobilisation),
- BQ : journal de banque (Banque Populaire),
- CA : journal de caisse.

\* Extrait du plan des comptes de la société InfoPlus :

Comptes généraux :

- \_ 164000 Emprunts auprès des établissements de crédit
- \_ 218200 Matériel de transport
- \_ 218300 Matériel de bureau et matériel informatique
- \_ 218400 Mobilier
- \_ .....
- \_ 401000 Fournisseurs
- \_ 404000 Fournisseurs d'immobilisations
- \_ 409100 Fournisseurs - Avances et acomptes reçus sur commandes
- \_ 411000 Clients
- \_ 419100 Clients - Avances et acomptes versés sur commandes
- \_ 444000 Etat - Impôt sur les bénéfices
- \_ 445200 Etat - T.V.A. due intracommunautaire
- \_ 445620 TVA déductible sur immobilisations
- \_ 445640 TVA déductible lors des paiements
- \_ 445660 TVA déductible sur autres biens et services
- \_ 445710 TVA collectée
- \_ 445800 TVA à régulariser
- \_ 512000 Banque Populaire du Nord
- \_ .....

- \_ 605000 Achat de matériels, équipements et travaux
- \_ 606100 Achats non stockés - fournitures non stockables (eau, énergie,...)
- \_ 606300 Achats non stockés - fournitures d'entretien et de petit équipement
- \_ 606100 Achats non stockés - fournitures administratives
- \_ 607000 Achats de marchandises
- \_ 613000 Locations
- \_ 615000 Entretien et réparations
- \_ 621100 Personnel intérimaire
- \_ 624100 Transports sur achats
- \_ 624200 Transports sur ventes
- \_ 627000 Services bancaires et assimilés
- \_ 654000 Créances irrécouvrables
- \_ 661100 Intérêts des emprunts et dettes
- \_ 681100 Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles
- \_ 681740 Dotations aux dépréciations des actifs circulants - Créances
- .....
- \_ 706000 Ventes de prestations de services
- \_ 707000 Ventes de marchandises
- \_ 708500 Port et frais accessoires facturés

Comptes de tiers :

- La comptabilité auxiliaire des clients : les comptes sont rattachés au compte collectif « 411000 »
- \_ 411rev Client RêveTourism
- \_ 411mey Client Meyer
- La comptabilité auxiliaire des fournisseurs : les comptes sont rattachés au compte collectif « 401000 » ou au compte « 404000 »
- \_ 401EDF Fournisseur EDF
- \_ 401ord Fournisseur OrdiPerform
- \_ 404tou Fournisseur TousBureaux

\* Elle réalise les opérations suivantes au mois de novembre 2012 :

- 5/11/2012 - Chèque 258625 : acompte versé par l'entreprise Meyer pour l'acquisition d'une imprimante multifonction : 60 €.
- 7/11/2012 - Facture 6521 : Achat d'ordinateurs destinés à équiper un client : 9 600 € HT au fournisseur OrdiPerform.
- 9/11/2012 - Chèque 632785 : Acompte versé par l'entreprise RêveTourism pour l'hébergement de son site Internet : 30 € HT.
- 12/11/2012 - Facture 121112 : Livraison et facturation au client Meyer d'imprimante commandée le 5/11/2012. Montant HT du photocopieur : 200 € HT.
- 15/11/2012 - Facture EDF1112 : Réception et comptabilisation de la facture EDF. Montant : 1 230 € HT. EDF a opté pour les débits.

- 18/11/2012 - Facture 121118 : Facturation de l'hébergement du site de RêveTourism pour l'année : 800 € HT.
- 22/11/2012 - Facture 426 : Acquisition d'une armoire du bureau pour l'entreprise InfoPlus au fournisseur TousBureaux : 640 € HT.
- 26/11/12 - Chèque 282625 : Règlement de la facture 121112.
- 29/11/12 - Chèque 156587 : Règlement de la facture 121118.

1 - Enregistrer dans les journaux de l'entreprise InfoPlus les écritures relatives au mois de novembre 2012.

2 - Calculer le montant de la TVA de novembre 2012.

3 - Quelles conséquences comptables aurait l'option pour les débits pour cette entreprise ? Répondre en présentant les enregistrements subissant une modification. L'entreprise en tirerait-elle des avantages ?

## EXERCICE 2

La société Bienchezsoi commercialise des objets décoratifs pour la maison. Son exercice comptable correspond à l'année civile.

Vous disposez des informations suivantes :

Année	CA HT	Achats nets HT	Immobilisations HT
2010	470 000	255 000	10 000
2011	480 000	285 388	15 000
2012	500 000	140 000 France 150 000 Suède	17 000

1 - Quel est son régime fiscal de TVA ? Et pourquoi ?

2 - Calculer les quatre acomptes de TVA versés en 2012 puis préciser le mois et l'année de versement.

## EXERCICE 3

Vous intervenez dans l'entreprise MARTIN qui vous demande d'analyser l'évolution des salaires.

1 - Définir la notion de masse salariale.

2 - Préciser les facteurs (hors variations d'effectifs de chaque catégorie de personnels et augmentations générales et individuelles de salaires) qui influencent l'évolution de la masse salariale.

3 - Préciser ce que mesure l'effet de structure.

#### EXERCICE 4

Vous intervenez dans l'entreprise MARTIN qui vous demande d'analyser l'évolution des salaires. Vous avez collecté les informations fournies en Annexe 1. Les salaires sont payés sur 12 mois

1 - Calculer l'évolution des salaires de l'entreprise MARTIN en distinguant un écart sur effectif et un écart sur salaire moyen.

2 - Compléter l'Annexe 2 (**A COMPLETER ET A RENDRE AVEC LA COPIE**) permettant de calculer l'évolution des salaires à structure constante.

3 - Calculer l'écart sur salaire moyen plus finement en distinguant un écart de structure et un écart sur salaire moyen (hors effet de structure).

4 - Analyser la signification des résultats obtenus.

En analysant plus finement, vous percevez qu'il pourrait y avoir un effet noria. Rappeler ce qu'est l'effet noria. Sans faire de calculs, anticiper et justifier l'ampleur de l'effet noria pour l'entreprise MARTIN.

Annexe 1 : Salaires par catégorie de personnel (en euros)

Catégorie	2011			2012		
	Effectif moyen	Salaire moyen mensuel	Salaires annuels	Effectif moyen	Salaire moyen mensuel	Salaires annuels
Ouvriers	92	1 610	1 777 440	75	1 650	1 485 000
Employés	20	1 750	420 000	17	1 810	369 240
Techniciens	21	2 320	584 640	25	2 405	721 500
Cadres	10	3 200	384 000	12	3 305	475 920
Total	143	1 845.03	3 166 080	129	1 971.36	3 051 660

## Annexe 2 (A COMPLETER ET A RENDRE AVEC LA COPIE)

Tableau d'évolution des salaires à structure constante

Catégorie	2011			2012 (en structure 2011)		
	Effectif moyen	Salaire moyen mensuel	Salaires annuels	Effectif moyen	Salaire moyen mensuel	Salaires annuels
Ouvriers	92	1 610	1 777 440			
Employés	20	1 750	420 000			
Techniciens	21	2 320	584 640			
Cadres	10	3 200	384 000			
Total	143	1 845.03	3 166 080			

### EXERCICE 5

La Société S commercialise une gamme de produits P depuis quelques années dans 4 zones en France. Le directeur commercial demande à ses directeurs régionaux d'établir leurs prévisions de vente pour l'année à venir ce qui lui permettra d'établir le budget des ventes pour la France pour l'année prochaine.

La vente de ces produits est saisonnière et les prévisions d'évolution de ventes sont identiques pour toute la France. Les informations sont en annexe 1.

NB : Tous les calculs seront arrondis à l'entier le plus proche.

1 - Etablir les prévisions de vente en volume de la zone Sud. Pour cette zone, il a été vendu l'année dernière :

35 000 produits P1

28 000 produits P2

2 - Etablir le budget prévisionnel national des ventes pour l'année prochaine par trimestre.

Annexe 1 : Informations fournies par la direction  
pour l'établissement des prévisions de vente

Saisonnalité des produits :

1<sup>er</sup> trimestre : 0,6 ; 2<sup>e</sup> trimestre 1,1 ; 3<sup>e</sup> trimestre : 1,2 ; 4<sup>e</sup> trimestre : 1,1.

Il a été décidé d'augmenter les prix de 2 % sur le produit P2 à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre.

L'année dernière, P1 a été vendu 25 € et P2 à 20 €.

La communication devrait permettre d'augmenter les ventes de 5 % pour P1 et 4 % pour P2 l'année prochaine par rapport à la même période de l'année précédente.

Annexe 2 : Prévisions de vente en volume  
pour les zones Nord, Est et Ouest

Zone Nord

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre
P1	4 200	4 620	5 040	4 620
P2	3 620	3 982	4 344	3 982

Zone Est

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre
P1	6 300	6 930	7 560	6 930
P2	5 270	5 797	6 324	5 797

Zone Ouest

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre
P1	5 400	5 940	6 480	5 940
P2	4 290	4 719	5 148	4 719

EXERCICE 6

A l'issue de la période budgétaire, la direction de la Société S a arrêté le programme prévisionnel des ventes en quantités pour l'année prochaine pour la France comme suit :

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total
P1	20 000	22 000	24 000	22 000	88 000
P2	18 000	19 800	21 600	19 800	79 200
Total	38 000	41 800	45 600	41 800	

Afin de compléter ses budgets prévisionnels, le directeur commercial vous demande d'établir le budget flexible des frais de commercialisation. Les hypothèses choisies seront - 15 % et + 15 % de prévisions de vente en volume.

1 - En fonction du programme prévisionnel des ventes arrêté ci-dessus qui sera votre hypothèse moyenne et des hypothèses de prévisions de vente haute et basse, établir un budget flexible trimestriel des frais fixes de force de vente supplétive.

2 - Etablir le budget flexible annuel des frais de commercialisation pour l'année prochaine - le détail par trimestre n'est pas demandé.

#### Annexe 1 : Frais de commercialisation

Au second trimestre, une remise de 10 centimes sera faite par produit vendu sur 50 % du volume prévisionnel

Les représentants toucheront une commission de 5 % du chiffre d'affaires.

Les charges fixes trimestrielles seront de 125 000 €.

A partir d'un volume total de ventes de 40 000 produits par trimestre, une force de vente supplétive sera nécessaire. Les charges fixes augmentent alors de 10 000 € par tranche de 5 000 produits.

#### Annexe 2 : Rappels

Il a été décidé d'augmenter les prix de 2 % sur le produit P2 à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre.

L'année dernière, P1 a été vendu 25 € et P2 à 20 €.

## ELEMENTS ESSENTIELS DU DROIT PUBLIC ET DES QUESTIONS EUROPEENNES

I - Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et les principes généraux du droit : définitions et place dans la hiérarchie des normes.

II - Quelles sont les différentes formes de coopération locale ?

III - Qu'évoque pour vous le site internet [circulaires.gouv.fr](http://circulaires.gouv.fr) ? Quelle est la finalité de ce site ?

IV - Quels sont les enseignements de l'arrêt Jamart rendu par le Conseil d'Etat le 7 février 1936 ?

V - A la suite de la multiplication de plaintes d'habitants de la commune de X relatives à des dégradations et des nuisances sonores, le maire a pris un arrêté interdisant, sur l'ensemble du territoire de la commune et sans limitation de durée, "l'errance sur la voie publique et le fait de se livrer à toute forme de sollicitation ou appel à la quête de nature à porter atteinte au bon ordre, à la tranquillité et à la sécurité publique".

Une association locale, l'Association pour le Respect des Droits de l'Homme, dont l'objet social est la défense des libertés individuelles, entend contester le bien-fondé de cet arrêté.

En vous aidant de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, indiquer en justifiant :

- quels sont la juridiction compétente et le recours contentieux adapté ?
- si l'association a un intérêt à agir à l'encontre de cet arrêté.
- quel argument vous paraît le plus pertinent à l'encontre de cet arrêté ?

Article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales (extrait) :

« La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : (...)

2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits, les troubles de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ».

VI - Quel recours un Etat ou un citoyen européen peut-il exercer devant les juridictions européennes pour faire sanctionner les abstentions illégales d'une institution européenne ? Développez votre réponse.

VII - Le Médiateur européen.

## ELEMENTS ESSENTIELS DE L'ECONOMIE ET DES QUESTIONS EUROPEENNES

I - Une concurrence loyale a-t-elle besoin de règles ?

Document 1

La commission européenne a émis un avis défavorable concernant l'ouverture de la procédure de renouvellement de la taxe antidumping sur les briquets à pierre d'origine chinoise [...] Le texte, vieux de 21 ans, a pour objectif de rétablir les conditions d'une concurrence juste et loyale afin de permettre aux producteurs de briquets européens de commercer à armes égales avec leurs concurrents et de leur donner ainsi la possibilité de maintenir des emplois sur notre continent [...]

*Source : Site boursier.com 27 novembre 2012*

Document 2

En commerce international, le dumping est la vente dans un autre pays à un prix inférieur à celui pratiqué dans le pays d'origine de l'entreprise. L'entreprise s'appuie souvent sur des subventions à l'exportation pratiquées par l'Etat où a lieu la production [...] Par extension, le dumping désigne une pratique qui consiste à vendre un produit à un prix inférieur à son prix de revient (vente à perte) pour éliminer la concurrence [...] L'expression « dumping social » est aussi utilisée pour un pays dont la réglementation du travail est moins contraignante pour les employeurs [...] Le dumping écologique [...] est le fait d'établir des règles environnementales moins contraignantes que celles qui s'appliquent dans d'autres pays.

*Source : Toupictionnaire, toupie.org*

II - La politique de l'offre, moyen efficace pour relancer la croissance économique ?

Document 1

Les politiques de l'offre, d'inspiration dite classique ou néo-classique, qui sont souvent présentées de façon un peu réductrice comme consistant à alléger les charges pesant sur les entreprises, ont pour objectif de favoriser l'innovation et l'investissement, l'offre par l'innovation [...] créant de nouveaux besoins qui viennent augmenter la demande.

*Source : Denis Castel 30/03/2007*

## Document 2

Afin de relancer la compétitivité des entreprises, l'Etat français va dégager 20 milliards d'euros d'ici 2014 sous la forme d'un « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour les entreprises ». Ce crédit d'impôt grèvera le budget 2014.

*Euronews.com 06/11/2012*

### III - Expliquer le débat entre durabilité forte et durabilité faible.

#### Document

Le fait de privilégier pendant des siècles la seule croissance économique a conduit l'humanité à une situation préoccupante en termes d'environnement et d'inégalités sociales. Il est aujourd'hui indispensable de rechercher une forme de développement qui suppose la construction permanente d'équilibres entre les trois principaux piliers (économique, social et environnemental) du développement. [...] Il s'agit donc bien d'un choix de société qui continue de donner lieu à controverses entre les experts eux-mêmes.

[...] Les tenants d'une durabilité dite faible croient volontiers en une forme d'efficacité économique où les différents facteurs productifs (le « capital » au sens économique du terme avec ses trois composantes : capital humain, porteur d'innovations et de progrès, capital physique et capital naturel ou environnemental) constituent un tout dont les composantes sont fortement substituables. En outre, les tenants d'une durabilité faible pensent que ces possibilités de substitution vont augmenter dans le futur, comme cela a été le cas dans le passé ; il n'y a donc pas de besoin urgent à mettre en œuvre des politiques de préservation spécifiques. [...]

Les partisans d'une durabilité dite forte proposent quant à eux des solutions présumant que les divers éléments du capital sont non substituables et que certaines ressources, notamment naturelles, doivent donc être absolument préservées. De plus, les partisans d'une durabilité forte estiment que l'effet régulateur du marché et le progrès technique ne peuvent rendre compte de l'état réel de l'environnement dans la mesure où il existe des effets de seuil mais aussi des retards dans le déclenchement et la perception des nuisances ou même des catastrophes.

*Alain Ayong Le Kama, La lettre de l'AFSE, n°74, 20 09*

IV - Expliquer la position de la BCE à l'égard de la dette publique des Etats de la zone euro.

Document

Seule la Banque centrale a la puissance de feu nécessaire pour désamorcer la défiance des investisseurs puisque son pouvoir de création monétaire l'autorise à prêter sans limite. Ce que la BCE n'a fait jusqu'à présent qu'au compte-goutte et qu'à reculons en faveur des Etats. Contrairement aux banques centrales britannique et américaine qui détiennent désormais une part importante de la dette publique de leur pays. La donne devrait changer avec la décision de la BCE du 6 septembre dernier par laquelle elle se dit prête à acheter sans limite (mais pas sans conditions) les titres de dette attaqués par les marchés.

*Source : Alternatives Economiques, HS n°94, 4<sup>e</sup> trimestre 2012*

V - Dans les conditions économiques actuelles, quels pourraient être les avantages d'un retour de l'inflation ?

Document

Brisant un véritable tabou, l'ancien *chief economist* du FMI Kenneth Rogoff propose une inflation modérée comme moyen de réduire les dettes. Une solution qui a fait ses preuves dans le passé mais qui implique pour les entreprises de moins rémunérer leurs actionnaires. [...] En clair, la dette globale – celle des Etats, mais aussi celle des ménages et celle des entreprises – est trop lourde pour penser qu'elle sera remboursée : les débiteurs seront étranglés avant d'y parvenir et tout le monde, créanciers compris, supportera douloureusement les conséquences de cet étranglement. Que faire alors ? On peut passer l'éponge (faillite, défaut de paiement ou annulation de tout ou partie de la dette). On peut aussi imposer une baisse voire une suppression des intérêts sur la dette pour la rendre supportable (c'est la « répression financière »). On peut enfin recourir à l'inflation : les prix augmentent, les salaires et les autres revenus également ce qui permet de réduire le poids relatif de la dette. [...]

Le fait de déprécier les créances existantes permet toujours d'alléger le fardeau de la dette : si je dois rembourser chaque année 10 000 euros avec une inflation de 5 % par an durant dix ans, la ponction de pouvoir d'achat que je devrai subir sera allégée de 5 % la première année [...] et de 40 % la dixième année. Mais il s'accompagne d'une conséquence qu'il ne faut pas sous-estimer. Les banques et les organismes financiers anticipant ces évolutions peuvent se prémunir contre elles en indexant leurs taux d'intérêt sur l'inflation ou en les augmentant si elles ne peuvent pratiquer de taux variables. Il y a donc un risque de renchérissement compensateur du coût du crédit [...] Ce qui devrait inciter les entreprises à moins emprunter donc à davantage pratiquer l'autofinancement.

*Denis Clerc - Article Web - 09 août 2011 <http://www.alternatives-economiques.fr/l-inflation-contre-la-dette-fr-art-633-55012.html#note1>*

## VI - Comment expliquer l'évolution du chômage suivant le niveau de diplôme ?

Document

### Evolution du chômage selon le niveau de diplôme

En %	1982	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Sans diplôme	7,9	10,8	10,9	13,5	13,1	13,5	13,9	13,2	12,7	14,9	16,1
Diplôme sup à bac+2	4,9	4,9	3,8	7,5	5,9	6,4	6,0	5,6	4,7	5,7	5,6
Ensemble	6,9	9,0	7,9	10,1	8,6	8,9	8,8	8	7,4	9,1	9,4

*Données de 1982 à 2008 corrigées pour les ruptures de série*

*Source : INSEE, France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans et plus*

[http://www.inegalites.fr/spip.php?article1585&id\\_mot=87](http://www.inegalites.fr/spip.php?article1585&id_mot=87)